

**Comité préparatoire
de la Conférence des Parties
chargée d'examiner le Traité
sur la non-prolifération
des armes nucléaires en 2015**

30 avril 2012
Français
Original : anglais

Première session

Vienne, 30 avril-11 mai 2012

Utilisations pacifiques de la technologie nucléaire

**Soutien de l'Union européenne aux activités menées
en matière de sûreté, de sécurité et de garanties
nucléaires par l'Agence internationale de l'énergie
atomique et les pays qui ont choisi d'utiliser
les technologies nucléaires à des fins pacifiques**

Document de travail présenté par l'Union européenne

1. L'Union européenne (UE) considère que le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) reste la pierre angulaire du système mondial de non-prolifération nucléaire, le fondement principal de la poursuite du désarmement nucléaire (art. VI du TNP) et un élément important du développement des applications pacifiques de l'énergie nucléaire. L'Union européenne reconnaît, conformément à l'article IV du TNP, le droit des États parties à utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, dans le respect des articles I, II et III du TNP, et reste déterminée à garantir, dans les meilleures conditions de sûreté, de sécurité et de non-prolifération, le développement responsable des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire.

2. Cela étant posé, l'Union européenne et ses États membres ont, notamment, aidé à garantir l'utilisation sûre et sécurisée de l'énergie nucléaire au cours des 20 dernières années. Ensemble, ils sont actuellement l'un des principaux fournisseurs d'aide et d'assistance dans le monde en la matière. Plusieurs centaines de millions d'euros ont été dépensés, particulièrement en Europe orientale et dans l'ancienne Union soviétique, dans le cadre des programmes de sûreté nucléaire « Pologne-Hongrie : assistance à la restructuration des économies » (PHARE) et « Assistance technique à la Communauté des États indépendants et à la Géorgie », et depuis 2007, au niveau mondial, dans le cadre de l'Instrument relatif à la coopération en matière de sûreté nucléaire (ICSN) de l'Union européenne.

3. L'Union européenne souligne l'importance de l'utilisation sûre, sécurisée, garantie et pacifique de l'énergie nucléaire et des applications nucléaires, partout dans le monde. Elle s'y emploie en travaillant directement avec des États voisins et



d'autres États et en soutenant l'action que l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) mène à cet égard. Les fonds sont distribués, dans les domaines de la sûreté, de la sécurité et de la recherche nucléaires, par l'intermédiaire de divers instruments financiers. Leur montant s'élève chaque année à 150 millions d'euros. L'Union européenne et ses États membres fournissent également à l'AIEA un soutien technique et scientifique précieux. L'aide financière que l'Union européenne apporte à l'AIEA dans le domaine des garanties nucléaires est la deuxième plus importante du programme « Études et appui pour les garanties » de la Commission européenne et des programmes d'appui de certains de ses États membres. L'Union européenne et ses États membres mettent leur expertise nucléaire à la disposition de l'AIEA et contribuent ainsi à la mise en œuvre des principaux programmes de celle-ci consacrés à la sûreté, à la gestion des déchets, à la radioprotection, aux garanties et à la sécurité nucléaires.

Coopération mondiale en matière de sûreté nucléaire

4. Pour la période 2007-2013, l'Union européenne s'est engagée à consacrer, par l'intermédiaire de l'ICNS, près de 524 millions d'euros à ses programmes de coopération en matière de sûreté nucléaire. Ces fonds ont vocation à encourager la coopération portant sur les questions de régulation nucléaire, la sûreté opérationnelle, la sûreté dans la conception, la gestion des déchets radioactifs, le démantèlement des installations, la préparation aux situations d'urgence hors site et les garanties. Ils aident aussi des pays tiers à élaborer les cadres et les méthodes garantissant la sûreté de leurs activités nucléaires pacifiques. Les partenaires prioritaires sont, notamment, les pays de la Communauté d'États indépendants, les pays d'Asie et d'Amérique latine qui ont des programmes nucléaires établis et les pays qui envisagent de s'en doter ou qui souhaitent trouver des solutions au problème des déchets radioactifs, particulièrement en Afrique du Nord, au Moyen-Orient et en Asie du Sud-Est. L'ICNS contribue aussi pour beaucoup au financement international de projets qui ont pour objet la sûreté et la protection nucléaires, par exemple le sarcophage de Tchernobyl.

5. L'Union européenne a aussi alloué deux enveloppes (6,5 millions d'euros en 2009 et 4,5 millions d'euros en 2010) à des projets portant sur la sûreté nucléaire et mis en œuvre par l'AIEA et a débloqué 10 millions d'euros supplémentaires pour la période allant jusqu'en 2013. Ces initiatives dépassent largement ses frontières et concernent des zones aussi éloignées que les mines d'uranium d'Asie centrale, le Réseau asiatique de sûreté nucléaire et l'Amérique latine.

Promotion de la stabilité

6. Par l'intermédiaire de son instrument de stabilité (IdS), l'UE a alloué près de 300 millions d'euros à l'atténuation des risques chimiques, biologiques, radiologiques ou nucléaires (CBRN) pour la période 2007-2013. Si la plupart des projets ne distinguent pas les aspects radiologiques et nucléaires des aspects chimiques et biologiques, certains sont axés sur le trafic de matières nucléaires ou le partage d'informations sur les incidents CBRN. Cet instrument permet à l'Union européenne de soutenir l'AIEA par divers moyens visant à :

a) Créer des centres chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires d'excellence et renforcer les capacités institutionnelles nationales et régionales de défense contre les risques. Les origines des risques peuvent être criminelles (prolifération, vol, sabotage, trafic), accidentelles (désastre industriel, chimique ou

nucléaire, traitement des déchets, transport) ou naturelles (pandémie principalement). Près de 100 millions d'euros sont alloués à ces projets pour la période 2009-2013. Ces centres travaillent sur des sujets liés à l'atténuation des risques CBRN dans les domaines légaux, techniques, de la réglementation, de l'application et du contrôle. Dans chaque région, des réseaux d'experts, notamment de l'AIEA, échangeront les bonnes pratiques, examineront les lois et les réglementations et renforceront les capacités techniques;

b) Contribuer à la banque d'uranium faiblement enrichi (20 millions d'euros proviennent de l'IdS et 5 millions d'euros supplémentaires sont attendus du budget de la Politique étrangère et de sécurité commune);

c) Soutenir la modernisation des laboratoires de garantie de l'AIEA, qui analysent les matières nucléaires et les échantillons prélevés dans l'environnement (5 millions d'euros) et pour lesquels une contribution supplémentaire de 5 millions est à l'étude.

7. L'Union européenne continue aussi de participer aux activités du Partenariat mondial du Groupe des Huit, telles que l'assistance en matière de sécurité nucléaire, le recours aux scientifiques, le contrôle des exportations et des frontières, la lutte contre le financement illégal, la biosûreté, la biosécurité et la lutte contre le trafic de produits nucléaires et radiologiques.

Soutien de la sécurité nucléaire

8. L'Union européenne et ses États membres sont le deuxième principal donateur du Fonds pour la sécurité nucléaire de l'AIEA, du fait des contributions fixées par le Conseil de l'Union européenne dans cinq de ses Décisions – qui avoisinent 31 millions d'euros et constituent un volet de la Politique étrangère et de sécurité commune –, et de celles allouées directement par des États membres. Par l'intermédiaire du Bureau de la sécurité nucléaire, ce fonds soutient le plan de sécurité nucléaire de l'Agence et s'appuie sur les instruments juridiques et les accords internationaux pour aider les États à renforcer leur sécurité nucléaire et à créer un environnement sûr et favorable à l'utilisation pacifique de la technologie nucléaire.

9. Le fonds a été utilisé pour soutenir les projets d'assistance que l'AIEA a mis en œuvre pour améliorer la sécurité des matières nucléaires et radioactives dans les Balkans, le Caucase, l'Asie centrale, la région méditerranéenne, l'Afrique et l'Asie du Sud-Est. Ce soutien a notamment porté sur l'élaboration des lois et de la réglementation correspondant aux obligations que les instruments juridiques concernés imposent aux pays, le renforcement de la protection physique des matières nucléaires et radiologiques et le renforcement des capacités de détection du trafic et des moyens de lutte contre celui-ci.

Soutien technique apporté à l'Agence internationale de l'énergie atomique

10. Les États membres financent les programmes techniques et scientifiques de l'AIEA. Le programme de coopération de la Commission européenne et de l'AIEA portant sur les garanties nucléaires a été lancé en 1981 et, avec 21 États membres de l'AIEA qui y participent, est le deuxième programme de soutien le plus important. Il est administré par la Commission européenne. Il fournit à l'AIEA des technologies, des compétences et des formations en matière de contrôle des garanties, notamment pour détecter les matières, les activités et les installations non déclarées. La

Commission européenne aide l'AIEA à développer des technologies et des formations axées sur la détection et l'analyse scientifique nucléaire et destinées aux agents de première ligne, à la police et aux experts nationaux. Elle collabore aussi avec l'AIEA dans le cadre de sa base de données sur le trafic nucléaire et préside des groupes de travail qui s'intéressent à la lutte contre la contrebande nucléaire et le contrôle des frontières.

11. L'Union européenne soutient aussi les missions de vérification menées par l'AIEA à l'intérieur de ses frontières, où les garanties établies par la Communauté européenne de l'énergie atomique (CEEa) constituent le système régional de gestion et de contrôle du matériel nucléaire et fournit les résultats de ces vérifications, que l'AIEA peut utiliser pour tirer des conclusions indépendantes. En partageant son savoir-faire en matière de garanties, la Commission européenne participe aussi à la mise en place de la méthodologie, des équipements et des installations de l'AIEA.

12. L'Union européenne appuie l'élaboration et la mise en œuvre des normes de sûreté nucléaire de l'AIEA et d'autres guides axés sur la sûreté et la sécurité en participant à divers groupes de travail, comités normatifs et services d'examen par les pairs de l'AIEA. Les experts de l'Union européenne et de la Commission européenne aident à dégager en matière de sûreté nucléaire un consensus international sur des objectifs, qui ont vocation à être appliqués mondialement.

Autres instruments de recherche et d'aide de l'Union européenne axés sur l'utilisation pacifique de la technologie nucléaire

13. Le septième Programme-cadre de la CEEa (2007-2011) a soutenu les activités de recherche nucléaire engagées avec d'autres pays au titre d'accords de coopération, certaines étant coordonnées avec le Forum international Génération IV. Le Programme-cadre 2012-2013 en cours est axé sur la recherche en matière de sûreté. Jusqu'ici, les pays partenaires sont l'Argentine, l'Australie, le Brésil, la Chine, la Corée du Sud, l'Inde, le Kazakhstan, la Russie, et l'Ukraine. La CEEa a négocié des accords de coopération nucléaire avec 14 pays. Ces accords portent en particulier sur la sûreté et la transparence du commerce nucléaire et la recherche dans les domaines de la sûreté nucléaire et de l'énergie de fusion.

Aide à la préadhésion

14. L'Union européenne fournit aussi avec son instrument d'aide de préadhésion, prévu à cet effet, une aide en matière de sûreté et de sécurité nucléaires aux pays candidats ou candidats potentiels. Elle a dépensé plus de 21 millions d'euros en 2011 dans le domaine de la coopération avec les pays tiers par l'intermédiaire de l'AIEA. Il s'agissait principalement de programmes régionaux centrés sur l'amélioration de la réglementation nucléaire. L'Union européenne a aussi soutenu, avec les États-Unis, la Russie et un certain nombre de ses États membres, le Programme de démantèlement nucléaire de Vinča, qui consiste à neutraliser le combustible nucléaire usé provenant du réacteur de recherche de Vinča, en Serbie, et de le renvoyer à la Fédération de Russie.